



LAWYERS WITHOUT BORDERS
AVOCATS SANS FRONTIERES
ABOGADOS SIN FRONTERAS
Canada

APPEL DE CANDIDATURES

Prière d'afficher et de diffuser

Poste :	Conseiller(ère) juridique volontaire – Aide juridique et assistance judiciaire
Emplacement :	Bamako, Mali
Durée :	6 mois ou 1 an (renouvelable)
Début des fonctions :	Juin 2016
Conditions :	Le mandat est de nature volontaire. Tous les frais liés à l'affectation (nourriture, logement, assurances, billet d'avion) sont couverts par le programme. Le/la coopérant(e) doit participer à des séances de formations et préparation avant le départ.
Langue de travail :	Français



Si demain matin vous vous réveillez au cœur d'un véritable processus de réconciliation nationale post-crise et que l'on vous demandait de mettre la main à la pâte, pourriez-vous relever le défi? Seriez-vous prêts à innover pour protéger les victimes et les témoins de graves violations de droits humains? Choisiriez-vous d'être un acteur central de l'organisation de formations et d'ateliers pour les associations locales, de prendre part à des groupes de travail avec les autorités et les organisations internationales, ou plutôt d'agir pour concerner les initiatives de lutte à la corruption?

Les différents mandats de coopération volontaire d'ASFC pour le projet JUPREC (Justice, Prévention et Réconciliation) au Mali sont l'occasion de se plonger dans la réalisation d'un projet de coopération internationale d'envergure, une expérience marquante pour des professionnel(le)s en quête de défis . Et vous... où serez-vous demain matin?

Contexte

Avocats sans frontières Canada (ASFC), en consortium avec le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et l'École nationale d'administration publique (ÉNAP), dans le cadre du projet « *Justice, prévention et réconciliation pour les femmes, mineurs et autres personnes affectées par la crise au Mali* » (JUPREC) et cherche un(e) coopérant(e) volontaire pour réaliser une mission au Mali visant à appuyer le travail d'avocat(e)s qui offrent des services d'aide juridique et d'assistance judiciaire et de la personne responsable pour ce volet au sein du projet JUPREC.

Sécurité

La sécurité des coopérants volontaires et des autres collaborateurs(trices) du projet est au cœur des préoccupations d'ASFC et de ses partenaires membres du consortium mettant en œuvre le projet JUPREC au Mali. Des mesures et protocoles de sécurité sont appliqués pour le personnel local, les expatriés, les coopérant(e)s volontaires et le personnel en mission court terme. Le/la candidat(e) choisi(e) sera formé(e) en matière de sécurité et devra s'engager à respecter les mesures et protocoles en la matière. Les activités n'étant entreprises que s'il existe des garanties suffisantes et que les conditions s'y prêtent, le consortium peut reporter ou annuler le déploiement du ou de la coopérant(e) sélectionné(e), notamment pour des motifs liés à la sécurité.

Résumé du poste

Les activités du ou de la conseiller(ère) juridique visent à contribuer au renforcement des compétences méthodologiques et juridiques d'avocat(e)s qui offrent des services gratuits d'aide juridique et d'assistance judiciaire à des personnes en situation de vulnérabilité, particulièrement des femmes, y compris des femmes victimes de violences basées sur le genre, des mineurs et des personnes en détention.

Description du poste

En fonction de son profil et des exigences du mandat, le ou la coopérant(e) volontaire pourra être appelé à :

- Identifier les besoins des avocat(e)s sur le plan de la méthodologie de gestion et de suivi de dossiers d'aide juridique et d'assistance judiciaire et de représentation juridique pour des personnes en situation de vulnérabilité;
- Contribuer à l'élaboration d'une stratégie de suivi des dossiers rigoureuse (base de données, tableau Excel, gestion des statistiques, chiffres, etc.);
- Alimenter la réflexion sur l'élaboration et la mise en place des outils de méthodologie et de gestion de suivi des dossiers;
- Appuyer les intervenant(e)s d'organisations partenaires dans la mise en place de méthodes de gestion des dossiers et de représentation juridique de personnes en situation de vulnérabilité;
- Appuyer la préparation et la mise en œuvre de formations en lien avec les services d'aide juridique et d'assistance judiciaire, notamment sur les thèmes de la gestion de dossiers, l'utilisation d'un langage clair en droit, les droits des femmes et des mineurs ou la détention arbitraire;
- Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de plaidoyer en faveur du droit à la représentation juridique;
- Rédiger des articles et des documents analytiques en lien avec le travail accompli;

Et, de manière générale, effectuer toute autre tâche connexe et nécessaire à la réalisation du projet et sollicitée par le chef de mission.

Compétences requises

- Expérience pertinente dans la gestion de dossiers de nature juridique;
- Bonne capacité de systématisation et de rédaction;

- Connaissances en matière de droits humains, particulièrement en matière de droits des femmes, de droits des mineurs et de détention arbitraire;
- Intérêt pour la promotion et la défense des droits humains et pour le renforcement des acteurs de la société civile;
- Maîtrise des outils informatiques de base (Word, Excel, Outlook);
- Capacité à intégrer rapidement les notions de droit interne pour les harmoniser avec les règles de droit national ou international;
- Forte motivation associative, sens de la solidarité internationale, adhésion aux valeurs des membres du consortium;
- Capacité à travailler en équipe, entregent et intelligence interpersonnelle;
- Disposition à autogérer son travail, à travailler selon un horaire flexible;
- Capacité à appréhender et à comprendre les différences culturelles et les réalités socio-économiques d'un pays fragile ou en crise;
- Respect absolu de la confidentialité.

Atouts

- Être avocat(e);
- Maîtrise ou doctorat en droit;
- Expérience en plaidoyer;
- Expérience dans des cas de violences basées sur le genre;
- Expérience préalable dans des fonctions similaires;
- Expérience de travail en Afrique de l'Ouest, de préférence au Mali;
- Connaissance de l'histoire et de la situation politique, juridique, économique et sociale du Mali;
- Connaissance des intervenants canadiens, maliens et internationaux du domaine de la justice (gouvernementaux et société civile) actifs au Mali.

Conditions d'admissibilité

- Les candidatures de citoyens canadiens et de résidents permanents au Canada seront privilégiées, mais d'autres candidatures pourront être considérées;
- Être couvert(e) par le régime d'assurance santé de sa province ou par un régime privé;
- Être disponible à participer une formation Être disponible pour participer à une formation la semaine du 6 juin 2016.

Processus de sélection

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent présenter leur dossier de candidature (lettre de motivation et curriculum vitae) en français avant **le mercredi 27 avril à 23h59** par courriel ou en personne à l'adresse suivante :

Avocats sans frontières Canada
825, rue St-Joseph Est, Bureau 230
Québec (Québec), G1K 3C8

Courriel: recrutement.pcv@asfcanada.ca –
Prière d'indiquer « Conseiller(ère) juridique
volontaire – Aide juridique et assistance
judiciaire – JUPREC – Juin 2016 » en objet du
message.

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt. Toutefois, seules les personnes sélectionnées pour entrevue seront contactées.

